

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi n° 111

Loi modifiant diverses dispositions électorales

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre d'État à la réforme électorale

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1980

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 de ce projet vise à modifier la Loi électorale pour permettre l'inscription de l'électeur sur la liste électorale le jour de l'émission du décret.

L'article 2 permet au directeur général des élections de tenir un recensement à l'époque qu'il détermine.

L'article 3 permettra de tenir des élections partielles en se servant des listes électorales faites pour le scrutin du 20 mai dernier.

Projet de loi n° 111

Loi modifiant diverses dispositions électorales

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 7 de la Loi électorale (1979, c. 56) est remplacé par le suivant:

«**7.** Pour exercer son droit de vote, une personne doit posséder la qualité d'électeur le jour du scrutin et être inscrite sur la liste électorale de la section de vote où elle a son domicile le jour de l'émission du décret.

Elle exerce son droit de vote au bureau de vote de cette section de vote.».

2. La Loi électorale (L.R.Q., c. E-3) est modifiée par l'insertion, après l'article 454, du suivant:

«**455.** Lorsque dans une circonscription électorale, le recensement des électeurs a été annulé en vertu de la Loi sur la représentation électorale (1979, c. 57) ou n'a pas lieu en vertu d'une disposition de la présente loi, le directeur général des élections peut l'effectuer aussitôt que les circonstances le permettent.».

3. Les listes électorales devant servir à toute élection partielle tenue avant la dissolution de la 31^{ème} Législature sont celles qui ont été utilisées pour le scrutin du 20 mai 1980, à l'exception des listes des personnes qui sont détenues dans un établissement de détention.

Ces listes sont révisées pendant la période électorale et cette révision est réputée être une seconde révision, pour les fins de la tenue de l'élection.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, sauf l'article 1 qui entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation.